

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2152

[C - 99/27512]

6 MAI 1999. — Decret relatif aux organismes touristiques (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent décret s'applique aux organismes touristiques et maisons du tourisme reconnus tels que précisés ci-après :

1° Commissariat général au tourisme (C.G.T.) : administration de la Région wallonne chargée de la mise en œuvre des décrets et arrêtés en matière de tourisme;

2° Office de promotion du tourisme de Wallonie et de Bruxelles (O.P.T.) : établissement d'utilité publique chargé, conformément à ses statuts, de promouvoir le tourisme;

3° Fédération provinciale du tourisme : association sans but lucratif, établissement d'utilité publique ou service d'une administration provinciale, dont le but est le développement et la promotion du tourisme de la province;

4° Office du tourisme (O.T.) : service d'une administration communale ou association sans but lucratif constitué à l'initiative d'une commune, dont l'objet est le développement et la promotion du tourisme de cette commune;

5° Syndicat d'initiative (S.I.) : association sans but lucratif chargée du développement et de la promotion du tourisme, soit de tout ou partie d'une commune, soit de plusieurs communes; il peut être composé de sections, à caractère local ou thématique.

Pour être reconnus, un office du tourisme et un syndicat d'initiative devront en outre :

– être dotés d'un bureau d'accueil et d'information, indépendant d'une exploitation commerciale ou d'une habitation privée;

– disposer d'un système d'informations touristiques, accessible à tous notamment en dehors des heures d'ouverture, soit par téléphone, soit par tout autre moyen de communication;

– mettre à disposition des touristes une documentation touristique locale;

6° Maison du tourisme : centre d'accueil composé d'un ou plusieurs immeubles dans le(s)quel(s) un ou plusieurs organismes touristiques associés ou, à défaut, une personne morale de droit public ou une association sans but lucratif sont chargés, d'une part, d'assurer l'accueil et l'information permanents du touriste ainsi que, d'autre part, de soutenir les activités touristiques de son ressort, ce dernier devant couvrir le territoire d'au moins deux communes.

Pour être reconnue, une maison du tourisme doit en outre :

– disposer d'un bureau d'accueil et d'information, indépendant d'une exploitation commerciale ou d'une habitation privée, et doté d'un personnel au moins bilingue (français-néerlandais, français-anglais ou français-allemand selon son ressort);

– disposer d'un système d'informations touristiques, accessible notamment en dehors des heures d'ouverture, soit par téléphone, soit par tout autre moyen de communication;

– mettre à disposition des touristes une documentation touristique régionale et locale;

– voir conclure entre ses gestionnaires et la Région wallonne un contrat-programme portant sur une période de trois ans, lequel détermine le ressort de la maison du tourisme et porte, d'une part, sur la promotion et l'animation touristiques, et, d'autre part, sur l'organisation et le développement touristiques, en concertation avec les offices du tourisme et les syndicats d'initiative du ressort ainsi qu'avec la fédération provinciale du tourisme concernée;

– couvrir un ressort n'empiétant pas sur celui d'une autre maison du tourisme.

§ 2. Le Gouvernement détermine les jours et heures d'ouverture au public des offices du tourisme, des syndicats d'initiative et des maisons du tourisme.

Art. 3. Nul ne peut faire usage des dénominations, des sigles et abréviations déterminés à l'article 2 ou de l'écusson visé à l'article 6 sans avoir été reconnu comme organisme touristique ou comme maison du tourisme. Nul ne peut également faire usage d'une dénomination, d'un sigle ou d'un écusson semblable et quelconque, susceptible de confusion.

Art. 4. § 1^{er}. Pour être reconnus, les organismes touristiques et les maisons du tourisme doivent remplir les conditions telles que définies à l'article 2.

§ 2. Le Gouvernement reconnaît les fédérations provinciales de tourisme.

Le Commissaire général au tourisme sur avis de la ou des fédérations provinciales du tourisme concernées et du ou des conseils communaux concernés reconnaît les offices du tourisme, les syndicats d'initiative et les maisons du tourisme.

L'avis des conseils communaux devra faire état de l'avis de chaque organisme touristique reconnu sur son territoire.

§ 3. Le Gouvernement arrête la procédure de reconnaissance des offices du tourisme, des syndicats d'initiative et des maisons du tourisme.

De même, il fixe la procédure de recours au Ministre contre la décision du Commissaire général au tourisme.

§ 4. S'il n'est plus satisfait aux dispositions légales et conditions les concernant, la reconnaissance des organismes touristiques et maisons du tourisme peut être retirée par l'autorité qui l'a délivrée.

Le Gouvernement en arrête la procédure ainsi que celle relative au recours contre la décision de retrait du Commissaire général au tourisme.

Art. 5. § 1^{er}. Les fédérations provinciales du tourisme, les offices du tourisme, les syndicats d'initiative, les gestionnaires des maisons du tourisme peuvent bénéficier de subventions en matière d'équipement et de promotion; en outre, les gestionnaires des maisons du tourisme peuvent bénéficier de subventions en matière de fonctionnement et d'animation.

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions d'octroi des subventions visées au § 1^{er}.

Art. 6. § 1^{er}. Le Commissaire général au tourisme délivre aux fédérations provinciales du tourisme, aux offices du tourisme, aux syndicats d'initiative et aux gestionnaires de maisons du tourisme, un écusson qui doit être apposé au siège de leur activité et qu'ils peuvent reproduire dans tout document ou moyen quelconque de communication.

Le Gouvernement détermine le modèle de l'écusson à délivrer aux organismes touristiques et aux gestionnaires de maison du tourisme.

§ 2. En cas de retrait définitif de la reconnaissance, l'écusson doit être restitué au Commissaire général au tourisme dans les trente jours de la notification de la décision.

Art. 7. § 1^{er}. 1^o Est puni d'une amende de 100 à 3 000 francs quiconque aura fait usage, sans avoir été reconnu, de l'une des dénominations ou des sigles visés à l'article 2 ainsi que de l'écusson visé à l'article 6.

2^o Est puni d'une amende de 100 à 3 000 francs quiconque aura fait usage, sans avoir été reconnu, d'une dénomination ou d'un sigle créant la confusion avec un de ceux visés à l'article 2.

§ 2. Les personnes civilement responsables au terme de l'article 1384 du Code civil sont tenues au paiement de l'amende.

§ 3. Les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont chargés de rechercher et constater les infractions au présent décret.

Ils auront qualité d'officier de police judiciaire et leurs procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve du contraire.

Art. 8. Les organismes qui, à la date de la mise en vigueur de l'arrêté d'application du présent décret, poursuivent des objectifs touristiques et font usage de la dénomination de syndicat d'initiative ou d'office du tourisme mais n'ont pas introduit de demande de reconnaissance dans le délai visé à l'article 15 de l'arrêté d'application du présent décret ou ne l'ont pas obtenue, sont autorisés à poursuivre l'utilisation de cette dénomination; l'usage de toute signalétique extérieure, sous quelque forme que ce soit, leur est interdit, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Émloi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil 506 (1998-1999) n^{os} 1 à 3

Compte rendu intégral, séance publique du 4 mai 1999. — Discussion - Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2152

[C - 99/27512]

6 MEI 1999. — Decreet betreffende de toeristische instellingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. § 1. Dit decreet is van toepassing op de erkende toeristische instellingen, zoals :

1° het Commissariaat-generaal voor toerisme : bestuur van het Waalse Gewest dat belast is met de uitvoering van de decreten en besluiten inzake toerisme;

2° de Dienst voor de bevordering van het toerisme in Wallonië en Brussel : instelling van openbaar nut die overeenkomstig haar statuten belast is met de bevordering van toerisme;

3° de Provinciale federatie voor toerisme : vereniging zonder winstoogmerk, instelling van openbaar nut of dienst van een provinciaal bestuur belast met de ontwikkeling en de bevordering van het toerisme in de provincie;

4° de Dienst voor toerisme : dienst van een gemeentebestuur of vereniging zonder winstoogmerk, opgericht op initiatief van een gemeente en belast met de ontwikkeling en de bevordering van het toerisme in die gemeente;

5° de V.V.V. : vereniging zonder winstoogmerk belast met de ontwikkeling en de bevordering van het toerisme, hetzij voor het geheel of een gedeelte van één gemeente, hetzij in verschillende gemeenten; ze kan bestaan uit afdelingen met een plaatselijke of thematische strekking.

Om erkend te worden, moeten de Dienst voor toerisme en de V.V.V. bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

- beschikken over een onthaal en -informatiedienst die onafhankelijk is van een handelsonderneming of een privé-woning;

- uitgerust zijn met een toeristeninfosysteem dat met name buiten de openingstijden voor iedereen bereikbaar is, hetzij per telefoon, hetzij met elk ander communicatiemiddel;

- documentatie over plaatselijk toerisme ter beschikking stellen van de toeristen;

6° Huis voor toerisme : onthaalcentrum bestaande uit één of verschillende gebouwen waar één of meer verenigde toeristische instellingen of, zo niet, een publiekrechtelijke rechtspersoon of een vereniging zonder winstoogmerk moet(en) zorgen enerzijds voor het onthaal en de informatie van de toeristen en anderzijds voor de bevordering van toeristische activiteiten in zijn (hun) ambtsgebied, waarbij dit laatste overeenstemt met het grondgebied van ten minste twee gemeenten.

Om erkend te worden, moet het Huis voor toerisme bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

- beschikken over een onthaal- en informatiedienst die los staat van een handelsonderneming of een privé-woning, en over personeelsleden die ten minste tweetalig zijn (Frans-Nederlands, Frans-Engels of Frans-Duits, al naar gelang het ambtsgebied);

- uitgerust zijn met een toeristeninfosysteem dat met name buiten de openingstijden voor iedereen bereikbaar is, hetzij per telefoon, hetzij met elk ander communicatiemiddel;

- documentatie over gewestelijk en plaatselijk toerisme ter beschikking stellen van de toeristen;

- zijn beheerders en het Waalse Gewest moeten een programma-overeenkomst van drie jaar sluiten; die overeenkomst bepaalt het ambtsgebied van het Huis voor toerisme en betreft, enerzijds, de bevordering van het toerisme en van toeristische activiteiten, en, anderzijds, de organisatie en ontwikkeling ervan, in overleg met de diensten voor toerisme en met de V.V.V.'s van het ambtsgebied, alsook met de betrokken provinciale federatie voor toerisme;

- zich niet ten koste van een ander huis voor toerisme over een ambtsgebied uitstrekken.

§ 2. De Regering bepaalt de openingsdagen en -tijden van de diensten voor toerisme, de V.V.V.'s en de huizen voor toerisme.

Art. 3. Het is verboden gebruik te maken van de benamingen en afkortingen bedoeld in artikel 2 of van het schild bedoeld in artikel 6 zonder erkenning als toeristische instelling of als huis voor toerisme. Het is bovendien verboden gebruik te maken van gelijkwaardige benamingen, afkortingen en schilden die verwarring kunnen scheppen.

Art. 4. § 1. Om erkend te worden, moeten de toeristische instellingen en de huizen voor toerisme voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2.

§ 2. De Regering erkent de provinciale federaties voor toerisme.

De Commissaris-generaal voor toerisme erkent de diensten voor toerisme, de V.V.V.'s en de huizen voor toerisme op advies van de betrokken provinciale federatie(s) voor toerisme en gemeenteraad(raden).

De gemeenteraad moet rekening houden met het advies van elke erkende toeristische instelling op zijn grondgebied.

§ 3. De procedure voor de erkenning van de diensten voor toerisme, de V.V.V.'s en de huizen voor toerisme wordt door de Regering bepaald.

De Regering bepaalt eveneens volgens welke procedure beroep bij de Minister moet worden ingesteld tegen een beslissing van de Commissaris-generaal voor toerisme.

§ 4. Als niet meer wordt voldaan aan de wettelijke voorschriften en aan de desbetreffende voorwaarden, kan de overheid die de toeristische instellingen en huizen voor toerisme heeft erkend, de erkenning intrekken.

De Regering bepaalt de desbetreffende procedure, alsook de procedure om een beroep in te stellen tegen de beslissing van de Commissaris-generaal voor toerisme waarbij de erkenning wordt ingetrokken.

Art. 5. § 1. De provinciale federaties voor toerisme, de diensten voor toerisme, de V.V.V.'s, de beheerders van huizen voor toerisme kunnen toelagen inzake uitrusting en bevordering genieten; de beheerders van huizen voor toerisme kunnen ook toelagen inzake werking en animatie genieten.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de in § 1 bedoelde toelagen worden verleend.

Art. 6. § 1. De Commissaris-generaal voor toerisme bezorgt de provinciale federaties voor toerisme, de diensten voor toerisme, de V.V.V.'s en de beheerders van huizen voor toerisme een schild dat ze moeten aanbrengen in de zetel van hun activiteiten en dat ze mogen reproduceren op elk document of communicatiemiddel.

De Regering bepaalt het model van het schild dat bestemd is voor de toeristische instellingen en de beheerders van huizen voor toerisme.

§ 2. In geval van definitieve intrekking van de erkenning, moet het schild binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing teruggegeven worden aan de Commissaris-generaal voor toerisme.

Art. 7. § 1. 1° Er wordt een boete van 100 tot 3 000 BEF opgelegd aan degene die zonder erkenning gebruik maakt van één van de benamingen of afkortingen bedoeld in artikel 2 of van het schild bedoeld in artikel 6.

2° Er wordt een boete van 100 tot 3 000 BEF opgelegd aan degene die zonder erkenning gebruik maakt van een benaming of afkorting die verwarring schept met één van de benamingen of afkortingen bedoeld in artikel 2.

§ 2. De burgerrechtelijk aansprakelijke personen in de zin van artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek zijn verplicht de boete te betalen.

§ 3. De te dien einde door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden moeten de overtredingen van dit decreet opsporen en vaststellen.

Ze hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie en hun proces-verbalen hebben bewijskracht, tenzij het tegendeel bewezen wordt.

Art. 8. De instellingen die op de datum van inwerkingtreding van het uitvoeringsbesluit van dit decreet, toeristische doeleinden nastreven en die gebruik maken van de benaming V.V.V. of dienst voor toerisme maar geen erkenningsaanvraag hebben ingediend binnen de termijn bedoeld in artikel 15 van het uitvoeringsbesluit van dit decreet of de erkenning niet hebben verkregen, mogen die benaming blijven gebruiken; het gebruik van elk ander teken is verboden, in welke vorm ook, behoudens een door de Regering verleende afwijking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad 506 (1998-1999) nrs 1 tot 3

Volledig verslag, openbare vergadering van 4 mei 1999. — Bespreking - Stemming.